

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Assemblée nationale : Faustin Boukoubi exalte la paix

J.K.M
Libreville/Gabon

TOUTS les observateurs l'auront noté. Au-delà du travail législatif accompli par les députés, le président de l'Assemblée nationale, Faustin Boukoubi, lors de son allocution, mercredi dernier, à l'occasion de la clôture de la première session ordinaire du Parlement, a mis un accent tout particulier sur la nécessité de préserver, en tout temps et en tous lieux, la paix dans notre pays.

À voir l'aréopage des personnalités présentes à cette manifestation (l'ancien vice-président de la République, Pierre-Claver Maganga Moussavou, de l'Assemblée nationale, Guy Nzouba Ndama,

l'ancien Premier ministre, Casimir Oye Mba, les dignitaires de la République, les leaders des partis politiques de la majorité et de l'opposition et les représentants de la société civile), pas de doute que le message de Faustin Boukoubi a revêtu une résonance toute particulière. D'autant plus qu'en août 2016, la "Maison du peuple" avait subi les affres du déchaînement de violences de certains compatriotes.

Ce faisant, il a invité toutes les composantes de notre société à préserver l'héritage légué par les pères fondateurs de la Nation gabonaise. De sorte que notre pays ne puisse plus jamais revivre de tels événements déplorables. Lesquels, tout compte fait, ne profitent à personne. Tant ils

n'engendrent que destruction, pillages, désolation, cruauté, haine, renoncement de notre vivre-ensemble, etc.

Difficile, selon lui, en effet, qu'il en soit autrement "lorsqu'on revendique son appartenance à une Nation que les pères fondateurs ont bâtie sur le socle de l'unité, la concorde et la fraternité". D'autant plus que dans le même temps, par les liens de solidarité, les relations familiales et autres, le Gabon, havre de paix, est une grande famille.

Bref, à l'entendre, le maintien de la paix dans notre pays est l'affaire de tous. N'empêche que, a-t-il fait valoir, elle est fortement tributaire de l'état d'esprit et de conscience des hommes et femmes politiques et de la situation économique.



Photo: Sylvain Maganga

Le président de l'Assemblée nationale, Faustin Boukoubi.

Lambert-Noël Matha salue le patriotisme des membres de la CNF

ONDOUBA'NTSIBAH
Libreville/Gabon

L'ASSEMBLEE générale de la Commission nationale des frontières (CNF), structure gérée par le général de division Yves-Marcel Mapangou Moussadji, s'est tenue mercredi, à l'hôtel boulevard. Les travaux étaient présidés par le ministre d'Etat en charge de l'Intérieur, Lambert-Noël Matha. Ces assises qui font suite à la réunion des experts de la CNF avaient comme objectif l'examen des différentes problématiques liées aux questions d'intégrité, de sécurisation des frontières terrestres et maritimes et de lutte contre la criminalité multiforme. A savoir l'immigration clandestine, l'exploitation illégale des ressources naturelles, le braconnage et l'insécurité.

Par rapport à cela, l'assemblée générale a travaillé sur plusieurs points inscrits à l'ordre du jour. On retiendra, entre autres, que l'assemblée générale a examiné la feuille de route pour l'opérationnalité des activités 2021-2023 ; le projet de révision du décret portant réorganisation de la CNF.



Photo: DR

Le ministre d'Etat en charge de l'intérieur, Lambert-Noël Matha, procédant à la clôture de l'assemblée générale de la Commission nationale des frontières.

Au terme des échanges, des amendements ont permis de renforcer et dynamiser la CNF par l'endossement de la feuille de route pluriannuelle, la refonte des textes, le renforcement des effectifs, et la capacité à avoir recours à des services techniques, etc.

Dans la perspective de l'aboutissement de ces projets, l'assemblée générale mandate le ministre de l'Intérieur, en sa qualité de président de ladite entité, pour les soumettre au gouvernement. Le même ministre de l'Intérieur qui, dans son discours de clôture, a souligné que les plus hautes autorités de la

République, en tête desquelles le chef de l'Etat Ali Bongo Ondimba, "savent pouvoir compter sur le dévouement des membres de la CNF, pour continuer à défendre les intérêts supérieurs de la Nation (...)"

Et Lambert-Noël Matha d'ajouter : "C'est pourquoi, par ma modeste voix, les autorités de notre pays saluent ici, votre patriotisme, tout en vous assurant de la prise en compte des recommandations ici énoncées."

Effectivement, les travaux ont été sanctionnés par une série de recommandations.

Conflit "homme-faune" : la nécessité de trouver des solutions adaptées

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

DANS son allocution circonstancielle, prononcée mercredi à l'occasion de la clôture solennelle de la première session ordinaire de la 5e législature du Sénat, Lucie Milebou Aubusson-Mboussou n'a pas manqué de commenter l'actualité.

Occasion pour la présidente du Sénat de revenir sur les tragiques événements survenus fin mai à Mékambo, dans la province de l'Ogooué-Ivindo, à la suite de nombreux dégâts occasionnés par les éléphants, une espèce intégralement protégée au Gabon. Cette dernière est d'avis que le conflit "homme-faune" constitue un sérieux dilemme pour les autorités en tête desquelles l'équipe de Rose Christiane Ossouka Raponda.

"Le Gabon s'est résolument engagé dans la protection de l'environnement et dans la sauvegarde de notre écosystème par des actions multiformes. Autant notre politique sur l'environnement nous exige de protéger certaines espèces animales, tout autant il est du devoir de la République d'assurer la protection de ses citoyens dans leur intégrité physique, sociale et économique", a-t-elle affirmé. Et d'ajouter: "Le conflit homme-faune devient une préoccu-



Photo: DR

Lucie Milebou Aubusson-Mboussou revenant sur le conflit «homme-faune».

pation majeure, particulièrement au regard des tristes événements qui se sont déroulés récemment dans la province de l'Ogooué-Ivindo".

Des propos aux allures de piqûre de rappel en direction de la "patronne de l'administration". Occasion pour la présidente du Sénat d'inviter à une résolution collective de cet épineux problème. "Il est de notre devoir à tous, de continuer à réfléchir, et à trouver des solutions adéquates, qui mettront définitivement un terme à ce conflit, de même nous devons trouver le langage et les moyens d'apaiser les appréhensions de nos populations qui pensent que nous protégeons davantage les pachydermes ; qui de plus en plus investissent des zones habitées et dévastent les plantations à leur détriment", a lancé la présidente de la haute Chambre du Parlement.

Vivement que cette interpellation trouve des oreilles attentives !